Sandra et Carlos (*prénoms modifiés*) vivaient des récoltes de leur terre, dans le département du Vichada, jusqu'à ce qu'en juillet 2010 des soldats les arrêtent et les emmènent de force jusqu'au maquis, en les accusant d'être des guérilleros.

Les soldats ont agressé sexuellement Sandra, avant de les laisser repartir le lendemain. Ils ont cependant continué de les harceler en les menaçant de les livrer aux paramilitaires.

Une semaine plus tard, Sandra et Carlos ont quitté le Vichada. Pourtant, les autorités ont refusé d'accorder au couple le statut de personnes déplacées de force à cause des violences politiques, et ceux-ci n'ont par conséquent reçu aucune aide de l'Etat.

Depuis l'agression, le couple ressent une peur et une angoisse extrêmes, et pour Sandra, se remémorer les violences qu'elle a subies lui fait ressentir une souffrance aiguë et un profond sentiment de dégoût. Elle n'a pas encore été capable de raconter à Carlos tout ce qui lui est arrivé.

Le couple a signalé l'agression à la Fiscalía General, qui enquête actuellement sur cette affaire. Cependant, il n'y a pas eu de véritables avancées et Sandra et Carlos commencent à se demander s'il n'est pas vain de continuer à réclamer justice.

Leur cas n'est pas unique.
Les femmes et les jeunes filles sont victimes, de manière généralisée et systématique, de violences sexuelles infligées par toutes les parties au conflit armé qui déchire depuis longtemps la Colombie : paramilitaires, membres des forces de sécurité et guérilleros. Les femmes subissent des agressions sexuelles uniquement parce qu'elles sont des femmes, pour les utiliser comme esclaves sexuelles, semer la terreur au sein des populations et faciliter ainsi

l’imposition d’un contrôle militaire, forcer des familles entières à quitter leurs foyers et permettre l'expropriation des terres, et pour assouvir une vengeance sur des adversaires.

Les militantes des droits humains et les leaders communautaires sont agressées sexuellement en représailles de leur action ou bien dans l’objectif de les faire taire.

Parmi les auteurs de violences sexuelles commises durant les 45 années de conflit, très rares sont ceux qui ont été déférés à la justice.

L’impunité règne. Bien que le gouvernement de Juan Manuel Santos se soit engagé à faire face aux violations des droits humains et à l’impunité, les femmes n’ont toutefois guère constaté de véritables changements dans leurs vies jusqu’à présent.